

# Les portes de la mort sont ouvertes à Sing Sing

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 365  
JEUDI 18 JUIN 1953  
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3<sup>e</sup> Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE  
ANARCHISTE

## LES TUEURS JACKSON, KAUFMANN et VINSON

sont prêts

### LA SITUATION S'AGGRAVE

COMME nous l'avions pu prévoir, la crise ministérielle, expression de la crise du régime, se prolonge.

La bourgeoisie française, divisée en clans attachés chacun à des avantages sordides, se montre incapable de trouver une « solution » immédiate. Quelques-uns, qui n'ont rien fait pour éviter la crise, commencent à s'inquiéter, et Herriot, après plus de trois semaines de silence, vient de lancer aux radicaux un appel pleurnichard en leur demandant de ne plus penser « qu'à la France » !

Seulement, il y a loin des souhaits aux réalisations. Si André Marie, ou un autre, réussit à passer le cap de l'investiture, ce ne pourra être que pour prolonger l'agonie.

Est-il permis de prévoir plus loin ?

Si la bourgeoisie est incapable de résoudre autrement qu'en apparence une crise profonde qui pose le problème révolutionnaire, une crise qui signifie que le capitalisme a fait son temps, elle n'accepte pas de disparaître automatiquement.

Et pour prolonger sa domination, la bourgeoisie n'a, dans le cadre du parlementarisme même dégénéré, qu'une seule issue : la dissolution avec une loi électorale et un changement de Constitution qui puissent permettre à une majorité de droite suffisamment nette de mettre en coupe réglée les masses travailleuses sans tomber dans une cascade de changements d'équipes.

Cette issue n'est pas voulue consciemment, la dépréciation de la bourgeoisie française lui ayant été toute notion de son intérêt général (Paul Reynaud et le C.N.P.F., Mendès-France et Herriot s'en rendent bien compte) et chaque député pensant à sa propre clientèle et à sa réélection personnelle. Mais la nécessité de la stabilité gouvernementale, le gouffre du budget, les exigences américaines poussent à l'issue que nous venons d'indiquer, inexorablement.

La bataille autour des « pleins pouvoirs » est une comédie : les lois actuelles permettent assez d'arbitraire au gouvernement, les radicaux de « l'Aurore » l'ont fait remarquer. Ce que les présidents désignés cherchaient à obtenir, c'était la complicité du Parlement, sa promesse de ne pas renverser le gouvernement pour le moindre motif. C'est donc une question de révision de la Constitution et de construction d'une majorité nettement à droite qui se pose. En un mot, il ne s'agit pas tellement d'octroyer des pleins pouvoirs — qui existent — que de permettre au gouvernement de les utiliser sans être à la merci des intérêts de clan.

Un regroupement « centre-gauche » avec la S.F.I.O. et les M.R.P. est plus qu'hypothétique et un gouvernement reposant sur une telle majorité ne pourrait d'ailleurs que continuer la politique de réaction : les conditions financières et économiques imposent le dirigeisme, sur le dos de la classe ouvrière, et nous n'imaginons pas les « socialistes » passant à des mesures révolutionnaires !

L'avenir de la politique officielle est donc au pouvoir fort.

La question est de savoir si les travailleurs vont laisser faire. La rentrée de vacances chargée de luttes revendicatives qui s'annonce peut déjouer les plans de la bourgeoisie, l'empêcher de trouver une solution de force et poser avec plus d'acuité que jamais la question de la succession. La parole est aux travailleurs.



La semaine prochaine :

### LE LIBERTAIRE

paraîtra sur 4 pages

avec une page spéciale sur

JUIN 36

## Un Congrès qui sonne le glas de l'apolitisme syndical

LE 29<sup>e</sup> congrès de la C.G.T. française vient de s'achever. Mais jamais dans son histoire, de telles assises n'auront fait l'objet de préparatifs semblables. Aucun détail n'a été négligé pour la publicité et la mise en scène de ce Congrès. Tout ce qui pouvait concourir à exploiter le sens émotionnel des délégués a été mis en œuvre. Déclaration enregistrée de Benoît Frachon, nombreuses déclarations des responsables emprisonnés, délégations du Congrès à la porte des prisons.

Il est également important de souligner que c'est bien la première fois, dans un congrès de la C.G.T., qui sont présentes tant de personnalités politiques n'ayant aucun rapport avec le mouvement syndical. Mais à quoi bon dissimuler ses cartes, Le Leap, dans son rapport, le démontre bien :

— On craint trop de parler de l'Union Soviétique dans notre mouvement syndical.

Mais c'est à Monmousseau qu'a échu l'honneur de présenter le rapport confédéral de Benoît Frachon. Monmousseau, secrétaire de l'Union des Syndicats de la

Seine en 1921, et qui déjà laissait entrevoir que la direction d'un parti décidé à conquérir le mouvement syndical pouvait fornier s'accorder du système fédéraliste. Voici, en effet, ce qu'il écrivait à cette époque :

« Le fédéralisme dont on parle n'est pas l'expression d'une tendance, ce n'est pas une doctrine, c'est un système d'organisation. Le syndicalisme français, en s'inspirant des principes fédéraux préconisés par Peltout n'est pas arrivé au terme de son évolution. »

Évidemment, le syndicalisme français a évolué depuis 1922, après avoir fait l'expérience de la C.G.T.U., les dirigeants communistes se sont aperçus que rien ne pouvait être réalisé hors de la vieille maison qu'est la C.G.T. Et de 1936 à aujourd'hui la conquête lente mais sûre de tout l'appareil syndical a été le but du parti communiste. Ce but est réalisé en 1953. Mais cet état de choses est-il nouveau ? Non. En 1949 Grifuelles jetait déjà un cri d'alarme et mettait en garde les syndicats contre les manœuvres des politiciens du parti socialiste. Le syn-

dicalisme révolutionnaire apolitique protégé par la seule bonne foi de ses animateurs, était déjà une utopie. Nous en tirerons les leçons par ailleurs.

Mais revenons à ce rapport du bureau confédéral rédigé par Benoît Frachon et préparé de main de maître, aucun problème n'y est négligé, l'analyse des situations et les solutions proposées. Nous ne révélerons de ce long rapport que quelques détails, celui-ci embrassant tous les problèmes économiques et politiques, auxquels « Le Libertaire » consacre chaque semaine une part importante.

Les solutions proposées dans ce rapport pour résoudre les difficultés économiques sont un modèle de démagogie ; il y est dit d'ailleurs que ces difficultés sont inhérentes au système même du capitalisme. L'on voit mal comment des dirigeants responsables staliniens proposeraient en toute bonne foi des moyens propres à réviver l'économie capitaliste française défaillante. Enfin, ceci est du réformisme à l'usage des masses. Ce rapport examine largement le fonctionnement des sections syndicales, et met en garde les responsables syndicaux contre une mauvaise compréhension de ceux-ci pour appliquer la démocratie à la base. Citons des passages :

« La réunion des organismes de direction est donc absolument indispensable, mais la tenue de nos assemblées générales de nos sections syndicales ne l'est pas moins. Ou encore : Qui peut nier que l'exécution des décisions prises en commun après une large et démocratique discussion est singulièrement facilitée et qu'ainsi elle est dans les circonstances présentes. Si nous combattions le parlementarisme en tant qu'expression et pilier de la société bourgeoisie, nous ne négligeons pas pour autant les indications que donnent les élections sur l'évolution politique d'un pays.

Ensuite, il faut remarquer la quasi-disparition des républicains et des libéraux, et la défaite cuisante des socialistes qui par antisionisme à court de vue se sont jetés dans les bras de la réaction. Là encore, le corps électoral a réagi sainement.

Enfin, il faut voir que les travailleurs italiens qui se sont dégagés du joug du parti clérical se partagent entre ceux qui se sont abstenus consciemment et ceux qui en portant leurs voix « à gauche » ont cru accomplir un geste en direction du socialisme véritable. Pour ces derniers, les plus nombreux, un difficile pas en avant reste à faire, mais c'est l'inaction ou la politique légaliste et de collaboration du classe du parti socialiste de Nenni et du parti stalinien, qu'ils soient ou non au gouvernement, qui les éclairent peu à peu et leur feront tourner leur attention vers le programme du communisme libertaire.

Mais c'est admestre comme une loi absolue qu'une nation, quelle qu'elle soit, ne fait que la politique étrangère de son armement. Et cependant, les

## A PERPETRER LEUR FORFAIT

MANDI matin, nous avons appris l'affreuse nouvelle, la Cour Suprême des U.S.A. refuse la révision du procès de Julius et Ethel Rosenberg. C'était le quatrième recours présenté par l'avocat des deux condamnés.

Bafouant et narguant l'opinion mondiale qui s'est élevée contre ce crime prémedité de longue date, les assassins à gages n'ont pas reculé.

Ils exigent que la sentence soit exécutée. Ignobles partisans de Mac Carthyisme qui déferle sur les U.S.A. comme la peste hitzienne, ils entendent détruire tout ce qui est libre, tout ce qui refuse de s'arrêter.

Que le geste de ces criminels soit dicté pour des raisons politiques ne fait plus de doute. Il est l'aboutissement logique de la haine, de la peur qui étreint les esprits, ils entendent détruire tout ce qui est libre, tout ce qui refuse de s'arrêter.

La victoire des réactionnaires aux dernières élections présidentielles a gonflé démesurément les prétentions du capitalisme yankee.

Ce jour, les verrous des cellules des deux condamnés à mort vont peut-être s'ouvrir pour la dernière fois. Julius et Ethel Rosenberg, s'ils en étaient ainsi, en sortiront aussi courageusement qu'ils ont supporté pendant deux ans l'affroyable supplice du jour nouveau qui se lève.

Pendant deux ans, jour après jour, nuit après nuit ils se sont répétés : De quoi demain sera-t-il fait ?

Pendant deux ans, ils ont démontré leur innocence, ils se sont refusé à tout avilissement, aux marchandages ignobles qui leur étaient proposés.

Les capitalistes yankees avec l'aide de leurs tueurs, juges à la Cour Suprême, entendent perpétuer leur forfait.

Roger CARON.  
(Suite page 2, col. 4.)

cents, qu'importe ! la raison d'Etat prime tout. Au nom de celle-ci, ils doivent être exécutés.

Cependant Eisenhower envisageait de gracier Ethel Rosenberg et non Julius. Pourquoi ? N'est-ce pas la preuve la plus convaincante, la plus sûre que le président des U.S.A. sait pertinemment que tous deux sont innocents ?

Voici ce que Ethel Rosenberg a répondu :

« Ainsi, maintenant, on m'offre la vie en échange de celle de mon mari. Je n'ai qu'à suivre la ligne qui m'est chevaucheralement tracée et la laisser périr sans jeter un regard en arrière. Quelle machination diabolique... Toujours, je verrais la figure bien-aimée et m'imaginerais entendre la voix bien-aimée. Toujours, je murmurerais en sanglotant les derniers adieux déchirants, et je chancelerais sous le poids d'un meurtre irrévocable. Et nos enfants ! Que vaut cette pitie qui tuerait leur père adoré et libérerait leur mère condamnée à un vide éternel... Je ne déshonorerais pas les liens du mariage, le bonheur et l'intégrité de notre amour pour jouer le rôle de prosternée auprès des souteneurs politiques. Mon mari est innocent comme je suis moi-même, aucune puissance ne nous séparera, ni dans la vie ni dans la mort. »

Si ce soir le crime est exécuté, si malgré toutes les protestations, toutes les actions, il n'en était autrement, les tenants du pouvoir aux U.S.A. auront davantage tort que notre haine, notre haine impitoyable, et chasse toutes les illusions trompeuses de la libre Amérique dont ses gouvernantes et ses juges ont des facies d'assassins.

Gardons quand même un ultime espoir, Ethel et Julius Rosenberg nous ont donné une leçon de courage, de noblesse.

Les assassins peuvent reculer.

Robert JOULIN.

## L'U.R.S.S. FACE À LA GUERRE

POURQUOI l'U.R.S.S. apparaît-elle en Europe occidentale comme pacifiste par contraste avec l'agressivité des U.S.A. ?

La première cause réside dans son infériorité industrielle.

Puisque l'U.R.S.S. est effectivement inférieure sur le plan industriel, on en déduit à priori qu'elle ne peut pas attaquer les U.S.A., puisqu'elle n'en a pas les moyens matériels.

Mais c'est admestre comme une loi absolue qu'une nation, quelle qu'elle soit, ne fait que la politique étrangère de son armement. Et cependant, les

exemples du contraire ne manquent pas. Donnons simplement comme exemple le cas de la France de 1939 qui a déclaré une guerre (dont personne ne songe à nier la nature impérialiste) à une Allemagne extrêmement puissante.

La deuxième cause réside dans le mécontentement des masses populaires du bloc stalinien, toutes extrêmement pacifistes. Pour justifier leur réarmement, les dirigeants staliniens sont obligés de faire des concessions. Leur offensive de paix s'explique en particulier clairement de cette manière.

Dans la mesure où ils apparaissent comme les champions de la paix du monde, dans la mesure où ils reculent actuellement, leur effort militaire se justifie d'autant mieux devant les peuples de l'Est.

Car les dirigeants de l'U.R.S.S. ont essentiellement besoin d'une économie de guerre qui leur permet de justifier leur pouvoir fort, le maintien de leur Etat bureaucratique, et la rareté relative des produits consommables. On sait qu'en U.R.S.S. la survie de l'Etat n'est que justifiée de cette manière : agressivité des pays contre-révolutionnaires de l'Ouest (par exemple : brochure de l'Ecole élémentaire du P.C.F. relative à l'Etat).

La troisième cause réside dans le fait de la propagande pacifiste de l'U.R.S.S.

Aujors en France par exemple la bourgeoisie utilise tous les moyens de propagande pour donner aux travailleurs une psychologie belliciste à l'encontre de l'U.R.S.S., le parti communiste et ses organisations satellites (Combattants de la paix en particulier) lancent à tous les vents des slogans tapageurs sur la paix. Il en résulte chez une partie de la population l'impression que l'U.R.S.S. est pacifiste.

Mais nous sommes en France, donc dans le bloc américain. Les dirigeants français veulent préparer la guerre, il est donc logique qu'ils fassent une propagande de guerre.

L'intérêt des Russes est évidemment de pousser les Français à la paix, puisque ceux-là mêmes sont appelés à préparer la guerre contre eux et à les combattre. Ils se sont réservé cependant des portes de sortie et ceci dès qu'ils ont envisagé une guerre éventuelle avec la France : à cet effet ils ont repris le drapeau bleu-

blanc-rouge, la *Marseillaise* et toute la procession d'un chauvinisme patriard et guerrier, pour leur seul profit.

Il est certain qu'en U.R.S.S. les U.S.A. font aussi dans la mesure de leurs possibilités, de la propagande de paix.

C'est un moyen bien connu entre pays qui veulent se faire mutuellement la guerre ; procédé déjà employé avant le récent conflit : soit par la radio (Stuttgart), soit par la V<sup>e</sup> colonne, soit même par tracts diffusés dans les lignes françaises durant l'hiver de 39-40.

Nous savons, par contre, qu'en U.R.S.S. est entretenu un esprit guerrier fruit d'une propagande comparable, dans l'esprit, à celle des Français : défilés et parades soldatesques ; militaires au pouvoir (comme aux U.S.A.), honneurs du plus mauvais goût (merdailles, décos, etc.), éducation militariste poussée à l'extrême dès le plus jeune âge (culte à la patrie, etc.) toutes manifestations qui se retrouvent dans le monde capitaliste classique (en particulier chez le vieux Hitler).

Ces méthodes sont les caractéristiques traditionnelles des impérialismes pour la création progressive d'une psychologie de guerre.

Il fut une époque où Staline déclara : « Nous ne prendrons pas un pouce du terrains des autres... ».

Et cependant, dès que l'occasion s'est présentée, les dirigeants de l'U.R.S.S. n'ont pas hésité à annexer les pays baltes, une partie de la Pologne, la Bessarabie, à déplacer le rideau de fer au-delà des démocraties populaires.

Il apparaît donc que l'U.R.S.S. n'est pas pacifiste mais qu'elle se trouve simplement aujourd'hui sur la défensive.

Il reste maintenant le gros argument en faveur des gens qui croient à l'U.R.S.S. pacifique. Mais nous allons voir qu'il se retourne contre eux d'une manière terrible.

L'U.R.S.S. propose une solution tangible au conflit : réaliser la coexistence pacifique du capitalisme et du « socialisme » (1).

Et bien, pour une fois, nous entrons dans les vues des staliniens : nous admettons avec eux que les causes fondamentales de la guerre proviennent exclusivement de l'impérialisme agressif des U.S.A. !

P. PHILIPPE.  
(Suite page 2, col. 2.)

## Nouvelles mesures de détente soviétique

DEPUIS la mort de Staline, la nouvelle direction en U.R.S.S. n'arrête de prendre des décisions véritablement spectaculaires tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

La semaine dernière a vu la décision de plusieurs mesures concernant un renversement total de la politique soviétique en Allemagne de l'Est, avec l'Autriche, la Yougoslavie et le Japon. Sur le plan intérieur, la destitution du secrétaire du Parti communiste ukrainien visait aussi à une nouvelle mesure de détent.

Ce cours nouveau de la politique soviétique est assez saisissant bien que nous ayons déjà assisté à de pareils retournements tel que la signature du pacte germano-soviétique, la réception de Ribbentrop par Staline ou encore celle de la marine fasciste italienne dans un port soviétique. Toutefois les causes de la nouvelle tendance politique actuelle paraissent avoir un caractère beaucoup plus profond que de simples changements tactiques.

</div

## VERS UNE GRÈVE GÉNÉRALE des aéroports

A l'heure où nous mettons sous presse une grève de 24 heures va paralyser l'ensemble du trafic aérien d'Air France, et neutraliser l'activité de l'ensemble de l'aéroport européen.

Les syndicats C.G.T., F.O., C.F.T.C., Indépendant, du personnel au sol de la Cie Nationale, lancent une grève dès ce soir mardi 16 juin. Une augmentation de 20 % des salaires, la mise en place de réels statuts du personnel, le tout axé sur les traitements de la métallurgie parisienne.

Le mouvement « colle » également le personnel navigant, qui proteste contre les réductions d'équipes sur les aéronefs, ceci amenant obligatoirement un surplus de tension dans le travail et compromettant les transports.

Enfin, ajoutons que le personnel de la Direction des Etudes et Travaux qui exige impérativement ses 25 fr. de l'heure et 5.000 fr. d'augmentation mensuelle pour l'ensemble des travailleurs.

Signalons l'activité de nos militants toujours à l'avant-garde du combat ouvrier, par la diffusion d'un tract destiné au service des « études et travaux ».

### Dans l'action : L'UNION FAIT LA FORCE

**APPEL A TOUS** pour déclencher une grève de 24 heures simultanée avec celle d'AIR FRANCE

Vos revendications sont solidaires des nôtres.

Leur satisfaction sera un EXEMPLE et un PRÉCÉDENT dans les entreprises d'ETAT.

Face au patronat avide et cynique, développons l'action simultanée : MARDI 16 JUIN.

Aujourd'hui, grève SUR L'ENSEMBLE de l'AÉROPORT D'ORLY.

Demain la grève générale partout ! EN AVANT !

Groupe Communiste Libertaire d'Orly  
« Section AIR FRANCE »

« Haute au patronat ! », écrivions-nous récemment... La colère gronde, et face aux prétentions patronales — et à leurs intrigues douteuses — les travailleurs ne seront pas d'éternels tondus. Prenez garde !

P.S. — Au moment de tirer le journal nous apprenons que l'« indécision » des syndicats tarde de 24 heures le mouvement de grève des « Etudes et Travaux ». La grève de ce service n'a ainsi lieu que lorsque Air France termine la sieste. Cependant de graves perturbations résulteront de cet état de fait, qui risque de paralyser sérieusement le trafic aérien. La compagnie U.A.T. menace également d'arrêter son service. A la suite de tous ces mouvements la grève peut s'étendre à de nombreux aéroports.

## GRÈVE DU BATIMENT à Narbonne

*Las de voir, sans cesse, leurs revendications rejetées sans discussion ; autres surtout par l'attitude réactionnaire du patronat s'attaquant aux délégués ouvriers, 300 gars du bâtiment se sont mis spontanément en grève pour appuyer leur cahier de revendications :*

— 15 % d'augmentation sur les salaires ;

— Libre exercice du droit syndical ;

— Election des délégués du personnel ;

Réunion de la Commission paritaire départementale.

Sans vouloir, à l'avance, affirmer ce qui sera l'issue de cette lutte, nous constatons que ce mouvement revendicatif déclenché sous le signe de l'unité d'action, entraîne de nombreux jeunes travailleurs pleins de bonne volonté.

Il y a longtemps que nous n'avions constaté dans le mouvement syndical de notre ville autant d'enthousiasme.

Sera-t-il un signe précurseur d'un nouveau juin 36 ? L. E.

## AU MAROC, LA FRANCE CHOISIT SES VALETS : Un tenancier de maisons closes, le pacha El Glaoui homme à tout faire du général Guillaume

Depuis ses multiples compositions religieuses et ethniques, le nord de l'Afrique est le terrain idéal où le colonialisme français utilise la division des populations, sur laquelle reposent toute sa politique depuis plus d'un siècle. L'attention de l'opinion a, une fois de plus, été attirée ces jours derniers par la palonnade de certains caïds et pachas du Maroc, coiffés par le vieux brigand El Glaoui, pacha de Marrakech. Excité par ses instincts de despote médiéval, rongé par l'ambition, assailli d'honneurs, cet aventurier de l'espèce la plus vulgaire, dont toute la carrière administrative repose essentiellement sur une longue chaîne de trahisons, provocations et flagorneries, a atteint l'objectif qu'il s'est assigné : sortir sa carcasse de minus de l'abîme du néant. Avec le bienveillant concours du gouvernement français, rien ne nous a été épargné en matière d'informations avec luxe de détails sur El Glaoui et sa fameuse pétition des caïds et pachas. Le caractère de cette « révolte » relève après examen sommaire de la tartufferie la plus pitoyable. Nommé par dahir (décret) du sultan, chef du Maghzen (gouvernement chérifien), les caïds et pachas qui seraient en quelque sorte, avec beaucoup d'exagération, des sous-préfets et préfets, brandissent l'étendard de la révolte contre une autorité qui peut les révoquer à tout instant sans le moindre appel. Il est vrai que le droit qu'avait le sultan de nommer et de sanctionner ses fonctionnaires après rapport et avis d'une commission du Maghzen a été réduit à peu de chose par l'administration française du protectorat, à son profit bien entendu. Elle en use dans le sens que l'on devine aisément, en révoquant les fonctionnaires qui renacent devant ses exigences et en nommant ses fantoches. Il ne reste plus au sultan que le droit d'entériner par sa signature les nominations et les sanctions décidées par la résidence générale. C'est la résidence générale qui a organisé l'intermédiaire du plus servile de ses domestiques, le pacha El Glaoui, la pétition des caïds et pachas après en avoir liquidé, il y a quelques mois, un grand nombre qui n'auraient jamais marché dans cette manœuvre. Notons que le sultan a protesté avec force contre ces sanctions intervenues sans raisons administratives et contre son gré. La longue pré-méditation de cette pétition ne fait donc pas de doute. Près d'un tiers de ses signataires appartiennent à la famille du Glaoui dont une légion de ses propres fils. Les plus importants pachas du Maroc et le plus

puissant des caïds marocains, El Ayadi, beau-frère du pacha de Marrakech, le meneur, ont refusé de suivre le Glaoui et réclament des sanctions contre lui et ses acolytes. Les « rebelles », autrement l'attachement qu'ils proclament au gouvernement français, entendez plutôt l'attachement à leurs traitements et scandales privilégiés, car ces argousins se moquent royalement de la France, reprochent au sultan un déviationnisme spirituel et des positions politiques trop conformes aux vues des Marocains qui ne sont, bien sûr, ni caïds ni pachas. Intronisé par une assemblée générale du collège des Oulemas (docteurs en théologie), devant lesquels il est responsable, le sultan du Maroc est le chef suprême de la spiritualité avec le titre de Commandeur des Croisés. C'est en son nom que sont dites les prières dans toutes les mosquées de l'Empire chérifien.

On se demande comment des fonctionnaires caïds, pachas ou autres se substitueront aux Oulemas qui ont voté à l'unanimité, ceux de Marrakech, fief du Glaoui, compris, une motion de confiance et de fidélité au Sultan, après la publication de la pétition !

Le côté politique de l'attitude du Sultan est plus connu que ses attri-

buts religieux. Poussé par l'esprit de révolte des masses populaires féroce-ment exploitées par les colons et les fidéaux marocains, Sidi Mohamed Ben Youssef a demandé à plusieurs reprises au gouvernement français la révision du traité du protectorat en vue de son abolition, pour proclamer la majorité, le droit à l'indépendance et à la liberté des Marocains. Et il faut être de ces commis et fermiers-généraux de la République des piastraphores pour en être scandalisé ! Quant au pacha, El Glaoui, c'est en mélis et dégoût qu'il est évalué de l'autre côté de la Méditerranée. Par ses débauches sexuelles célèbres, El Glaoui est digné de présider la confrérie des pervers du boulevard Edgar-Quinet. Il a enlevé contre leur gré et celui de leurs familles plusieurs dizaines de filles marocaines qui gémissent cloîtrées à perpétuité dans les ténèbres de son gigantesque harem, car cet immonde salaud est un fervent disciple du sultan Abdülhamid de Turquie, l'homme aux 128 femmes. Il est également propriétaire d'une chaîne de « maisons closes » qui lui assurent d'énormes revenus.

C'est le vieux féodal sorti de la nuit des temps qui est le porte-drapeau de la France coloniale. C'est cet infâme tenancier de bordels qui

nous inflige sa morale d'hypocrate. C'est ce vieux bateleur, ennemi féroce de l'émancipation et du progrès qui pousse le cynisme jusqu'à se muer en champion de l'orthodoxie islamique et s'indigner de l'occidentalisme de la princesse Lala-Aicha, fille du Sultan. Pensez donc, non contente d'avoir jeté le voile, de prendre la parole en public, pour haranguer les Marocaines en les incitant à prendre part activement à la lutte anticolonialiste de leurs pères, frères et maris, tout comme la princesse Zakia Lamine Bey à la tête des femmes tunisiennes, cette fille de satan ose se mettre en costume de bain dans la piscine privée du palais !

Le pedigree de ce chien couchant est truffé de canailles accumulées avant et surtout depuis l'occupation française au Maroc. Les turpitudes de ce potentat du Sud marocain ne sont possibles bien sûr qu'avec la protection des baïonnettes françaises qui ne sauraient se maintenir éternellement. Le combat anticolonialiste est en bonne voie.

C'est au cours des luttes de chaque instant que le peuple marocain acquerra une conscience révolutionnaire de plus en plus claire, que les revendications sociales prendront le pas sur les luttes de classes. I. AMAZIT.

## Le Congrès de la C.G.T.

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

Cette déclaration est-elle destinée à démontrer publiquement la démocratie interne dont sont toujours assurés les syndiqués ou faut-il voir l'inquiétude des dirigeants devant le manque d'intérêt manifesté par la base envers leur organisation. Cette inquiétude se fait d'ailleurs jour dans le texte suivant : « Le fait de ne pas tenir d'assemblée de syndiqués donne aux travailleurs l'impression que l'appartenance aux syndicats n'est pas indispensable. »

L'attention des militants a été attirée sur le danger du bureaucratisme et les solutions de facilité, qui conduisent à se laisser dominer par les événements au lieu de les impulser.

Ce texte du rapport fait sans doute partie de l'autocritique dont Benoît Frachon lui-même a dû tenir compte.

Soulignons que la part du lion

a été faite aux leaders, dont les interventions très longues ont repris les critiques habituelles. RÉELLES IL FAUT L'AVOUEUR, sur la politique antisociale et réactionnaire des gouvernements qui viennent de se succéder. La politique extérieure était présente dans ces débats (si l'on peut employer ce terme) et l'U.R.S.S. est toujours citée comme la championne du pacifisme. Ces petites interventions sont surtout fait état des succès de certaines actions locales.

Tout ceci n'exclut pas le fait que les délégués syndicaux se sont fait l'interprète des soucis et des inquiétudes de la base concernant leurs revendications et du désir profond qui se manifeste dans les entreprises de voir le mouvement syndical s'engager dans des actions moins localisées, garantissant le succès des luttes ouvrières présentes.

Le grand optimisme insufflé à ce Congrès n'a pu dissimuler les inquiétudes de certains délégués pour la désaffection envers la C.G.T. dont font preuve de nombreux travailleurs ; désaffection dont ne bénéficie d'ailleurs pas les autres centrales syndicales.

Mais le grand thème de ce Congrès, l'idée forte qui est revenue dans toutes les interventions, c'est incontestablement le problème de l'unité d'action. Implicitement les dirigeants ont reconnu qu'une grande partie des travailleurs n'étaient plus dans la C.G.T. et que leur participation aux batailles syndicales restait une condition essentielle de succès.

Il est bien évident que l'unité est un désir qui tient au cœur de tous les travailleurs. Qu'elle reste l'aspiration profonde des masses et que, seule, sa réalisation pourrait redonner espoir à la classe ouvrière. Mais les dirigeants de la C.G.T. n'ont-ils d'autres préoccupations que de satisfaire ces aspirations des travailleurs ? Non, l'unité reste un moyen pour les dirigeants staliniens de la C.G.T., moyen puisque que comme le dit Léon Rouzaud, secrétaire de la C.G.T., l'unité d'action est le chemin qui conduit à l'unité syndicale.

Le chef doit être suffisamment psychologue pour obtenir une audience instinctive de ses ouvriers. Il doit manœuvrer de telle sorte que le travailleur s'attache à lui.

Ensuite, il pourra victorieusement lutter pour augmenter la productivité.

Voilà pourquoi le cadre, allié, volontaire ou non, du patronat, doit être considéré sur le plan du travail comme un ennemi de classe.

Bien d'autres moyens sont à l'étude pour réaliser cette intégration, cette union ; nous avons vu signaler ici les pièges les plus grossiers, mais nous sommes obligés de limiter cette étude aux points essentiels.

**En conclusion**

Les masses laborieuses doivent se méfier de ces campagnes perfides.

Un certain nombre de mesures peuvent être considérées avec plaisir : il s'agit de toutes celles qui ont pour souci d'améliorer le cadre de travail (propriété des locaux)...

Toutefois, il faut rejeter absolument toutes les manœuvres qui pourraient finalement risquer de briser la conscience de la classe ouvrière.

A ce sujet, il doit être présenté dans l'esprit de chaque travailleur que tout chef est un ennemi de classe puisqu'il fait le jeu du patronat.

Un ingénieur, même révolutionnaire, sera combattu dans l'entreprise, car il est, de par sa fonction, au service du patronat, contre la classe ouvrière.

(A suivre.) Claude TRASSIN.

LA COMMISSION D'EDITIONS.

POUR être toujours présent parmi ceux qui partent et surtout parmi ceux qui restent, parmi ceux qui auront pendant ces journées toutes les inquiétudes spontanées de la base dont le contrôle lui échappera.

C'est la hantise d'un nouveau juin 1936 qui pourrait éclater à l'insu du parti. Où, la classe ouvrière doit s'unir, mais à la base dans l'atelier, sur le chantier, en débordant des dirigeants qui lui font des sourires aujourd'hui pour me la trahir demain.

Demain, où un nouveau « retroussons-les-manches » pourrait avoir lieu; demain où il serait question de productions et non de revendications.

L'unité d'action que l'on propose, c'est l'unité autour du parti communiste avec ses mots d'ordre, élaborés en fonction de sa politique extérieure.

L'unité d'action que propose la Fédération anarchiste aux travailleurs, c'est une unité cimentée par la solidarité des travailleurs sur les bases, en fonction des seuls intérêts de la classe ouvrière, dans des programmes de revendications toutes plus importantes et dans une démonstration patiente par les militants de l'objectif final : la destruction du système capitaliste.

## LES VACANCES

juillet-août-septembre, trois mois pendant lesquels s'échellent les vacances ouvrières. Journées de vacances merveilleuses où enfin les perspectives journalières seront autres que le métro, le bus, l'enceinte grise de l'usine et la queue du contre-maître.

Mais ces journées qui nous appartiennent, que nous avons su arracher à nos patrons dans notre lutte victorieuse de 1936 ne nous séparent pas de notre condition.

Les patrons et l'Etat savent que la lutte reprendra. Ils savent que la trêve des vacances ne signifie pas l'arrêt de la lutte.

Pour marquer cette constance dans la volonté de la classe ouvrière, pour marquer notre volonté, LE LIBERTAIRE NE PART PAS EN VACANCES.

Pour être toujours présent parmi ceux qui partent et surtout parmi ceux qui auront pendant ces journées toujours comme décor les murs de l'usine « LE LIBERTAIRE » CONTINUERA COMMENCE CHAQUE ANNÉE SA PARUTION.

MAIS POUR CELA IL FAUT QUE VOUS L'AIDEZ.

Renouvellez votre abonnement, même s'il n'est pas terminé. Vous n'y perdez rien, votre réabonnement ne partira qu'à l'expiration du précédent.

Si vous avez l'habitude d'acheter « LE LIBERTAIRE » au numéro, vous prendrez un abonnement de vacances.

MAIS TOUS, VOUS SOUSCRIZREZ. Vous tiendrez à manifester votre solidarité avec votre journal. Vous tiendrez à ce que, par votre effort, il continue sa parution pendant les mois d'été. Vous tiendrez à ce qu'il garde sa place dans la lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière.

POUR « LE LIBERTAIRE », INSCRIVEZ VOTRE NOM A LA SOUS-CRIPTION.

REDACTION-ADMINISTRATION  
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy  
PARIS (10<sup>e</sup>) O.O.P. 8032-34

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Fr.

AUTRES PAYS  
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse, joindre  
30 francs et la dernière bande

## LA PRODUCTIVITE

### Les relations humaines dans les entreprises

sommeil de la conscience de classe, la mort du véritable syndicalisme, la naissance d'une vorace technocratie.

Nous retrouverons ces éléments en étudiant :

#### Les moyens utilisés

Il faut tout d'abord briser la conscience de classe. Pour cela un brassage s'impose ; il sera réalisé par exemple dans des équipes sportives, dans l'élaboration du journal d'entreprise. La boîte à idées, à l'aspect bien moins festif, permettra, si elle fonctionne, d'intégrer plus encore l'ouvrier à l'entreprise.

Il doit se sentir autre chose qu'un simple ouvrier. C'est pour cela, du reste que les liaisons direction-personnel se font plus nombreuses.

C'est l'ingénieur qui est le plus directement en contact avec le monde ouvrier et le monde patronal. « Les Cadres sont bien placés pour pratiquer cet esprit d'équipe, pour faire la liaison entre patrons et ouvriers » déclare André Malterre, secrétaire général de la C.G.C.</